

nistre du Congo-Léo, chef de la mission de l'O.N.U.C. et chef de la mission de l'O.A.C.I.

- A Léo, fin de la conférence des diplomates congolais.
- M. Tshombe déplore l'absence de la Commission ad hoc de l'O.U.A. et affirme que son gouvernement est toujours prêt « à l'accueillir et à lui faciliter la tâche sur le territoire de notre République ».
- A E'ville, ouverture de la conférence des ministres provinciaux des Terres, Mines et Energie sous la présidence de M. Kishwe, ministre central des Terres et Mines.
- Le président Kasa-Vubu signe le décret-loi portant organisation des élections communales pour la ville de Léopoldville qui doivent avoir lieu le 10 janvier 1965.

Provinces.

- Kongo Central : Par décision 095/K.41/64, l'Assemblée législative autorise le gouvernement provincial à créer de nouvelles entités politico-administratives, « là où les besoins s'en font sentir ».

Relations extérieures.

- Dans un communiqué diffusé à Brazzaville, le « gouvernement de la République Populaire du Congo » dément les nouvelles de la mort du général Olenga, « commandant en chef des forces du C.N.L. ».
- M. Kenyatta annonce qu'il a reçu des autorités de Stan l'assurance que les civils étrangers retenus dans cette ville « ne courent aucun danger ».
- Au ministère de la Défense nationale à Bruxelles, on étudie les modalités d'une opération militaire belge au Congo.
- A Madrid, entretien de la mission congolaise conduite par M. Rod. Yav, ministre plénipotentiaire, avec les représentants du commerce espagnol. La délégation congolaise doit également négocier l'ouverture d'une représentation diplomatique en Espagne.

Afrique.

- M. Mohammed Sahnoun, secrétaire général adjoint de l'O.U.A., condamne les impérialistes occidentaux pour leur complot contre la République Unie de Tanzanie.
- L'ambassadeur de Chine au Ghana achève une visite de 3 jours au Dahomey. Un communiqué commun est signé annonçant la décision des deux gouvernements d'établir des relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs.
- Cotonou : L'Assemblée nationale dahoméenne recommande au gouvernement une motion adoptée à l'unanimité, de soumettre le différend avec le Niger aux instances supérieures de l'O.U.A.
- Tunis : Le docteur Sadok Mokaddem est élu à la présidence de l'Assemblée nationale.
- Niamey : Quatre Nigériens condamnés à mort par la Cour martiale sont passés par les armes.

13 novembre

Pouvoir central.

- Voyage de M. Tshombe au Kongo Central. M. Vital Moanda, gouverneur du Kongo Central, assure M. Tshombe de « l'attachement et de l'appui indéfectible et total du peuple mukongo ».

- « Le Progrès » publie une mise au point du ministre de l'Intérieur au sujet du cumul de ses fonctions ministérielles avec celles de haut-commissaire de la République dans les provinces sous l'état d'urgence. « Il est inadmissible que des personnes irresponsables, incompétentes, et malintentionnées s'arrogent le droit d'apporter le trouble dans les esprits en publiant des articles, tels ceux de M. Ileo, qui mettent en doute la légitimité des actes du gouvernement en s'appuyant sur une interprétation volontairement fallacieuse des dispositions de la Constitution (...) ».

Provinces.

- Les rebelles ont réoccupé Basankusu et Befale dans la Cuvette Centrale. Les Européens de Boende ont évacué la région.
- On dément la reprise de Bunia et d'Opala par l'A.N.C. Ces deux villes, indique-t-on, se trouvent toujours entre les mains des insurgés.
- MM. Gabe et Mobaya, conseillers du Moyen-Congo et originaires de Budjala, seraient détenus à Gemena. Selon l'Assemblée de l'Ubangi, ils auraient demandé leur intégration à l'Ubangi.

Relations extérieures.

- A Bruxelles, entretien Spaak-Saintraint sur les mesures prises pour la sécurité des Européens au Congo.
- A Nairobi, des avions de la Croix-Rouge attendent pour se rendre à Stan en vue d'évacuer les Européens.
- M. de Kerchove, ambassadeur belge à Léo, interrompt ses vacances et repart pour Léo afin d'exposer aux autorités congolaises les préoccupations du gouvernement belge au sujet de la sécurité des Belges.
- A la F.I.B. (Fédération des Industries Belges) à Bruxelles, réception en l'honneur de M. Jean Ebosiri, ministre de l'Economie et de la Justice.
- Les parachutistes belges sont mis en « état d'alerte » (prélude aux missions) dans l'après-midi. Les officiers du bataillon de paras de Diest sont « mis au courant » et reçoivent « l'ordre de tout préparer en vue de la mission ».
- M. K. Kaunda, président de la Zambie, déclare à Londres que « le peuple doit être autorisé à choisir le gouvernement qu'il désire. Tôt ou tard, l'Angola, le Mozambique, le Congo, l'Afrique du Sud seront aux mains des peuples ».
- Le bureau politique du F.L.N. réuni à Alger sous la présidence de M. Ben Bella, procède à « l'analyse de la situation au Congo (Léopoldville) et accorde toute son attention aux déclarations particulièrement préoccupantes » que vient de faire M. Kambona, ministre des Affaires étrangères de Tanzanie, relatives aux menées impérialistes contre son pays.
- A Madrid, une mission congolaise dirigée par M. Yav, ancien ministre du Commerce extérieur, s'entretient avec M. Pavfdes, directeur général du Commerce extérieur espagnol, sur un plan de travail commun en vue des prochaines conversations commerciales entre les deux pays.

Presse.

- A Léo, inauguration des nouveaux bureaux de l'A.C.P.

14 novembre

Pouvoir central.

- Un communiqué du C.N.L., publié à Brazzaville, annonce qu' « un péril mortel menace la vie de M. Antoine Gizenga ».
- M. Kishwe, ministre des Terres et Mines, s'entretient à E'ville avec MM. Fortemps et Urbain, directeur général de l'U.M.H.K. en Afrique et directeur. M. Kishwe dément les informations selon lesquelles le colloque foncier et minier aurait pour but d'étatiser certaines sociétés minières installées au Congo.
- Un communiqué du cabinet du ministre de l'Intérieur déclare qu'il ne cesse de recevoir des messages de chefs coutumiers et de partis politiques demandant la mise en état d'urgence de leur province, notamment de la Cuvette Centrale, du Sud-Kasai et du Sankuru. Il y réservera une suite favorable après examen de ces requêtes.
- M. Munongo se rend à Kenge pour une visite de quelques heures. MM. A. Delvaux et A. Peti-Peti sont actuellement à Kenge. M. Munongo s'entretient avec les ministres du gouvernement Kulumba et avec les chefs coutumiers. Il leur demande de collaborer avec le comité d'état d'urgence « au lieu de susciter des insurrections ». Il promet aux chefs coutumiers de les faire venir à Léo pour y tenir un congrès des autorités traditionnelles.
- A Matadi, M. Tshombe demande à la population de se méfier « des apprentis politiciens qui vont bientôt commencer leur campagne de démagogie ».

Provinces.

- Stanleyville : La radio appelle le peuple congolais à l'insurrection armée contre « le régime vénal de Tshombe ».
- Dans un message diffusé par Radio Stanleyville, M. Gaston Soumialot, ministre de la Défense dans le gouvernement insurgé, dément que les autorités de Stan recherchaient un cessez-le-feu et voudraient se réconcilier avec le gouvernement Tshombe. Parlant de l'appui de certains pays au gouvernement de Léo, M. Soumialot ajoute : « Je répondrai à la violence par la violence, mais je décline dès à présent toute responsabilité devant n'importe quelles instances internationales pour ce qui pourrait arriver aux ressortissants de ces pays ».
- M. Ch. Waza, comextra au Moyen-Congo, venant de Léo et regagnant Lisala, est arrêté à Gemena (Ubangi).
- Les volontaires blancs ont 4 morts et de nombreux blessés dans une embuscade dans le secteur de Bumba-Aketi.

Relations extérieures.

- Le premier ministre du Burundi a adressé un télégramme de protestation à M. Tshombe (copie au s.g. de l'O.U.A. et au président J. Kenyatta) contre les violations de l'espace aérien du Burundi par les avions militaires congolais qui se livrent à des actes d'agression au détriment des populations burundi et contre la violation de la frontière par des soldats congolais.

Afrique.

- Rhodésie du Sud : La Cour d'appel de Salisbury déclare illégale la

détention du leader nationaliste Josua N'Komo et de seize de ses partisans.

- M. Modibo Keita, président du Mali, arrive au Caire où il s'entretiendra pendant 3 jours avec le président Nasser.
- Paris : La Société Africaine de Culture (S.A.C.) organise, sous la présidence de M. Aimé Césaire, une soirée culturelle consacrée à l'œuvre du président sénégalais : « Senghor et la Négritude ».

15 novembre

Provinces.

- Radio Stan annonce la « condamnation à mort pour espionnage » du docteur américain Paul Carlson, par un « tribunal militaire de l'Armée Populaire de Libération ».
- A Kindu, célébration d'un service religieux à la mémoire de deux mercenaires sud-africains tués dans une embuscade près du pont d'Elila, à 30 km au nord de Kindu.
- M. Ch. Waza, comextra au Moyen-Congo, regagne Lisala sous escorte militaire.
- Meeting de M. Albert Delvaux, président de la Luka, à Kenge.

Relations extérieures.

- A Bruxelles, conversations Spaak-Th. Lefèvre-Segers sur l'opération projetée des paras au Congo.
- M. Jomo Kenyatta demande au gouvernement de Léo et aux chefs de l'insurrection de respecter les civils et de signer un cessez-le-feu.
- Manifestation de masse à Dar-es-Salaam contre les puissances occidentales impliquées dans le complot contre la Tanzanie.
Le président Nyerere réfute l'allégation de l'ambassadeur des Etats-Unis à Dar-es-Salaam selon laquelle les documents publiés pour attester l'existence d'un complot contre la Tanzanie seraient tous des falsifications. A propos du Congo-Léo, il déclare que le gouvernement de ce pays fraternise avec les Sud-Africains et les Portugais et utilise des mercenaires de ces pays.

Afrique.

- M. Diallo Telli, secrétaire général de l'O.U.A., regagne Addis-Abéba après un périple de trois semaines à travers l'Afrique.
- Soudan : Le Maréchal Ibrahim Abdoud démissionne de ses fonctions de chef de l'Etat et de commandant en chef de l'armée soudanaise.

16 novembre

Pouvoir central.

- M. Munongo, ministre de l'Intérieur, accompagné de M. Nendaka, administrateur de la Sûreté, se rendent à Kindu (Maniema) pour étudier la situation depuis la reprise de cette ville par l'A.N.C.
- A E'ville, M. A. Kishwe, ministre des Terres et Mines, réaffirme « la détermination du gouvernement de salut public de poser un acte historique sur lequel pourra se fonder l'économie de la 2^{me} République congolaise ». « La présente conférence constitue la manifestation la plus éclatante de la bataille économique que le gouvernement Tshombe et le président de la République ont engagée depuis le 10.7.1964. Elle

visé la refonte totale ou partielle des structures organiques sur lesquelles a été fondée depuis près d'un siècle l'économie congolaise ». Il dément catégoriquement les bruits selon lesquels la conférence a été convoquée dans le but de nationaliser certaines industries.

Provinces.

- On apprend que les combats pour la reprise de Kindu ont fait un millier de victimes parmi les insurgés et la population civile.
- A Stan, M. Gbenye s'entretient avec le consul américain dans cette ville sur le sort des otages.
- Le colonel Léopold Masiala, commandant du 1er groupement A.N.C. à Luluabourg, se rend à Tshikapa, en raison de la présence « constamment signalée des rebelles à la frontière des provinces du Kwilu et de l'Unité Kasaienne ».

Relations extérieures.

- Washington : M. Dean Rusk, secrétaire d'Etat américain, lance un appel pressant à M. Jomo Kenyatta pour qu'il puisse intervenir, en tant que président de la commission ad hoc de l'O.U.A., auprès des autorités de Stan afin que ces dernières épargnent la vie du docteur Paul Carlson.
- L'ambassadeur des Etats-Unis à Léo dément que le docteur Paul Carlson soit un espion.
- A Léo, M. de Kerchove, ambassadeur de Belgique, est reçu successivement par le président Kasa-Vubu et M. Tshombe. Le premier ministre marque son accord à l'intervention des paras belges à Stanleyville.

Afrique.

- Tanzanie : Cinq personnes accusées de « Complot contre-révolutionnaire » sont condamnées à mort par une Cour martiale de l'armée de libération du peuple.
- M. Joshua Nkomo et 16 autres dirigeants nationalistes de Rhodésie du Sud quittent leur prison et sont assignés à résidence dans un camp proche de la frontière du Mozambique.
- M. John K. Tettegah, secrétaire général de l'Union Syndicale Panafricaine, déclare à Accra que l'U.S.P.A. condamne en termes les plus énergiques l'action perfide de l'alliance entre les monopoleurs américains et portugais pour saboter et détruire l'unité du peuple tanzanien.
- L'Union Nationale des Etudiants algériens, dans une déclaration de solidarité avec la Tanzanie, affirme que « l'O.U.A. doit être prête à défendre la souveraineté des pays membres et à engager résolument et concrètement la lutte contre l'impérialisme qui essaie vainement de remettre en cause ce que les peuples africains ont arraché au prix de grands sacrifices ».
- Au Caire, entretiens Nasser-Modibo Keita.

17 novembre

Pouvoir central.

- A Léo, célébration de la « Journée Militaire ». Une prise d'armes a lieu au camp Kokolo en présence du chef de l'Etat, M. Kasa-Vubu.

Provinces.

- A Léo, le quartier général de l'ANC dément officiellement qu'une attaque contre Stan soit imminente et que la ville soit encerclée.
- A Stan, manifestation de masse contre « l'ingérence des Etats-Unis dans les affaires intérieures du Congo ». Les manifestants auraient réclamé l'exécution immédiate du Dr Paul Carlson.
- Transfert à Léo de M. Magnotis, officier de l'APL, qui se trouvait à Kindu lors de la reprise de cette ville par l'ANC.

Relations extérieures.

- M. Jomo Kenyatta adresse un message aux autorités de Stanleyville « les priant d'épargner, par humanité, la vie du missionnaire Paul Carlson, condamné à mort pour espionnage ».
- Dans un communiqué transmis aux insurgés, l'ambassade américaine à Léo déclare que « les Etats-Unis sont prêts à participer à tout arrangement international qui pourrait être proposé pour protéger et évacuer les civils innocents ». L'appel précise que « le gouvernement américain rend les dirigeants insurrectionnels congolais directement et personnellement responsables de la sécurité du Dr Paul Carlson, missionnaire américain ».
- Le premier bataillon para et une compagnie de commandos quittent la Belgique à bord d'avions C-130 américains pour l'île de l'Ascension, dans l'Atlantique.
Le cabinet du ministre belge de la Défense fait état d'un exercice se déroulant dans le cadre des manœuvres de l'OTAN.
- A Alger, entretiens Ben Bella-Modibo Keita sur le Congo.
- A Léo, réunion à l'ambassade belge pour l'organisation de l'accueil et de l'hébergement des réfugiés que l'on attend de Stanleyville.

Afrique.

- Maroc : Fête nationale, neuvième anniversaire de l'Indépendance.
- Ouverture à Dakar de la conférence des experts africains dans le domaine de la planification.
- Accra : Ouverture de la cinquième Assemblée générale de l'Union des Radios et Télévisions nationales africaines (URTNA) à laquelle assistent les délégués de vingt pays africains.

18 novembre

Provinces.

- Kongo Central : M. André Mpika, ministre provincial soupçonné « d'avoir distribué des tracts contre le gouvernement Moanda », est consigné à résidence à Matadi depuis le 15 novembre.
- Arrivée à Matadi du premier ministre Tshombe, en tournée dans le Bas-Congo.
- La colonne gouvernementale venant d'Albertville prend Kabambare au Kivu.
- A Kindu, départ d'une colonne de l'ANC, précédée par des mercenaires, pour Stanleyville.

Relations extérieures.

- Washington : Un porte-parole du Département d'Etat américain exprime la satisfaction du gouvernement des Etats-Unis à la suite du mes-

- sage de M. Jomo Kenyatta adressé à M. Gbenye, chef du « gouvernement populaire de Stan ».
- Bruxelles : M. P.-H. Spaak, ministre belge des Affaires étrangères, déclare à l'issue d'une réunion de la Commission des Affaires étrangères sur la situation au Congo que « rien d'irréparable ne s'est produit à Stan » et que « le gouvernement prend toutes ses responsabilités ».
 - Dans un appel adressé à MM. Diallo Telli et Jomo Kenyatta, respectivement secrétaire général de l'OUA et président de la Commission « ad hoc », créée à Addis-Abéba, M. Thant, secrétaire général des Nations Unies, leur demande d'intervenir auprès des autorités de la « République Populaire » en faveur des populations civiles autochtones et étrangères se trouvant à Stan.
 - Bruxelles : M. Gaston Diomi, ancien gouverneur de la province de Léo, vient d'être fait « chevalier de l'Ordre de la Couronne belge », « en témoignage des services rendus aux citoyens de ce pays lors des événements de 1960 au Congo ».
 - M. Gbenye a envoyé un message à M. Kenyatta déclarant que les Etats-Unis doivent trouver une base raisonnable en échange de la vie du Dr Carlson.
 - Dans un communiqué commun publié à Alger, les présidents Ben Bella et Modibo Keita, « préoccupés par la situation au Congo-Léo, témoignent leur profonde sympathie pour la lutte juste des patriotes congolais et leur affirment un soutien sans réserve. Ils condamnent énergiquement l'agression et l'intervention impérialistes contre le Congo-Léo et réclament avec force, conformément aux résolutions du Conseil des ministres de l'OUA, le retrait des mercenaires et du personnel militaire impérialiste ».
 - M. J.J. Litho, chargé du Plan, s'entretient à Paris avec les responsables des Affaires étrangères du gouvernement français.
 - Dans un communiqué publié à Nairobi, M. Thomas Kanza, ministre des Affaires étrangères du gouvernement de Stan, annonce que « la lutte continuera jusqu'à ce que l'Amérique et l'Europe soient convaincues que notre lutte et notre combat pour la liberté ne sont pas une rébellion ou une sécession téléguidée par d'imaginaires ou inexistantes communistes, mais qu'elle est une véritable révolution populaire pour une réelle et effective indépendance du Congo et de toute l'Afrique ». Les autorités nationalistes sont prêtes à recevoir les observateurs de l'OUA « après qu'ils aient visité Léo, Brazza et le Burundi ».

Afrique.

- On apprend que l'OUA a décidé l'ouverture à Bruxelles d'un Bureau permanent de liaison avec la CEE.
- Salisbury : Le gouvernement rhodésien décide de garder M. Joshua N'Komo et ses seize amis en résidence surveillée pour quatre ans.
- Bangui : L'Assemblée nationale adopte le « sangho » comme langue nationale de la République Centrafricaine.

19 novembre

Pouvoir central.

- Message de M. Tshombe aux rebelles les invitant à déposer les armes. Le gouvernement dispose de tous les moyens militaires pour rétablir l'ordre et il est prêt à les utiliser.
- Déclaration de M. Tshombe à Boma avant son retour à Léo : « (...) il n'existe pas de problème politique au Congo. Le problème est économique et social (...). Bientôt nous irons à Bruxelles récupérer notre portefeuille. Il est intolérable que le gouvernement belge, dans des buts obscurs, persiste à conserver une partie de notre patrio-
moine ».

Provinces.

- Dans un communiqué remis à l'ACP, M. Bolombo, président de la Conaco à Coquilhatville, affirme que le peuple mongo demande au gouvernement central de décréter l'état d'urgence dans la province de la Cuvette Centrale.
- A E'ville, fin des travaux des commissions de la conférence des Terres, Mines et Energie.
- Radio Stanleyville annonce que M. Gbenye, président du CNL et du gouvernement populaire, déclare qu'il est « prêt à discuter à n'importe quel moment et propose de nommer un négociateur en la personne de M. Thomas Kanza, ministre des Affaires étrangères, qui discutera avec le représentant américain à Nairobi ».
- Message du Département d'Etat à M. Mac Murtrie Godley, ambassadeur U.S. à Léo, destiné à M. Gbenye et acceptant l'ouverture de négociations directes entre le gouvernement américain et le régime de Stan sur le sort des ressortissants américains. Il demande de fixer la date et l'endroit pour les pourparlers et d'autoriser M. Hoyt, consul américain à Stan, à entrer en contact avec son gouvernement.
- A Léo, la délégation de l'Université d'E'ville conduite par M. F. Ngoma, vice-recteur, s'entretient avec M. D. Ndinga, ministre de l'Education par interim, des problèmes soulevés par l'envoi de M. Frenkiel à E'ville.
- Dans une lettre au ministère central de l'Intérieur, MM. Midu, Mbwan-kiem, Iba, Tazuila, Ganzumba, Leta, Kinkie et Kuyitila, désavouent la politique de M. Cléophas Kamitatu, leader du PSA.
- Lettre de M. J. Ngalula, gouverneur du Sud-Kasai, au premier ministre, protestant contre la généralisation des états d'urgence.

Relations extérieures.

- M. Spaak lance un appel à M. Gbenye pour la sécurité des Belges à Stanleyville.
- M. Diallo Telli quitte Addis-Abéba pour Nairobi afin de conférer avec M. Jomo Kenyatta des derniers développements de la situation au Congo.
- M. Jomo Kenyatta a répondu à M. Thant que la condition préalable à l'envoi d'une délégation de la commission de l'OUA à Stan pour obtenir l'évacuation des étrangers est l'arrêt des combats de part et d'autre.

- A Bonn, la mission économique conduite par M. J.J. Litho, ministre chargé du Plan et de la Coordination économique, a des entretiens avec les autorités fédérales en vue d'obtenir une assistance financière et technique.
- M. J.J. Kande, directeur général de l'Agence congolaise de Presse, se rend à Taïpeh (Formose) où il assistera à la dixième conférence de la « Ligue Anticomuniste des Peuples d'Asie ». On indique que M. Kande y fera un exposé sur « l'infiltration communiste et l'action des rebelles au Congo ».

Afrique.

- En République Sud-Africaine, des dirigeants des partis progressistes sont mis en état d'arrestation.
- Mozambique : Le Frelimo annonce que ses combattants ont tué pendant les quatre dernières semaines, vingt-six soldats portugais et en ont blessé treize.
- A Yaoundé, ouverture d'un stage de formation économique organisé conjointement par le GATT et la CEA auquel participent une vingtaine de hauts fonctionnaires venant de treize pays africains.

20 novembre

Pouvoir central.

- Nouvel appel du gouvernement Tshombe aux insurgés pour qu'ils déposent les armes.

Provinces.

- Une seconde colonne de l'ANC quitte Kindu en direction de Stanleyville.

Relations extérieures.

- M. Gbenye adresse un télégramme à M. Kenyatta dans lequel il déclare avoir pris acte de l'acceptation américaine d'ouvrir des négociations, mais affirme cependant que « toute attaque provoquée par les mercenaires mettrait en cause l'ajournement de l'exécution du Dr Paul Carlson ».
- Un communiqué du ministère belge des Affaires étrangères au sujet du déplacement des parachutistes belges confirme qu'avec l'aide de l'aviation américaine, le premier bataillon para a été transporté à l'île de l'Ascension avec l'accord des Britanniques pour une éventuelle opération de sauvetage humanitaire au Congo.
- Dans une mise en garde formulée contre une éventuelle intervention unilatérale américano-belge au Congo, M. Emmanuel Sinda, commissaire à l'Information, déclare que « ce geste serait une agression caractérisée, mais si une proposition d'intervention militaire était faite au gouvernement congolais, celui-ci l'étudierait avec bienveillance ».
- ONU : Un porte-parole du secrétaire général U Thant déclare que le Conseil de Sécurité devrait être saisi de la situation créée par la décision de la Belgique d'envoyer des para-commandos dans l'île de l'Ascension pour une éventuelle intervention au Congo.
- A Alger, M. Bouteflika déclare à l'APS que « l'agression impérialiste dans cette région du continent ne se limite pas aux frontières du Congo-Léo, elle est en fait dirigée contre tous les pays africains ».

contre leur indépendance et contre leur prétention de mettre fin à l'exploitation colonialiste (...). Nous restons fidèles à la mémoire de Patrice Lumumba. Nous assurons le peuple congolais que nous sommes avec lui, car son combat est le nôtre et celui de tous les Africains qui, ayant conquis leur liberté, veulent défendre leur indépendance et préserver leur dignité ».

21 novembre

Relations extérieures.

- Stan : Dans un message radio adressé à M. Jomo Kenyatta, M. Gbenye annonce le déplacement des Européens détenus à Stan et invite l'OUA, la Croix-Rouge internationale et les Nations Unies à venir à Stan « pour constater ce qu'ont fait de bon les Américains ».
- Dans un message radio à l'intention de leurs gouvernements, les consuls de Belgique et des Etats-Unis affirment que leurs « ressortissants résidant en territoire contrôlé par le gouvernement populaire sont toujours en vie et qu'ils y resteront s'il est mis immédiatement fin à l'aide américaine et belge au gouvernement de Léopoldville ».
- Au ministère belge des Affaires étrangères, on déclare que la Belgique n'est pas habilitée à effectuer une démarche en faveur de l'arrêt des opérations militaires au Congo.
- M. Walter Loridan, représentant belge aux Nations Unies, déclare à M. Thant qu'une intervention des paras belges ne sera faite qu'avec l'accord du gouvernement congolais en vue de sauver les ressortissants étrangers.
- M. Tshombe adresse respectivement à l'ambassadeur de Belgique et à l'ambassadeur des Etats-Unis une lettre marquant son accord sur l'opération envisagée à Stan.
- Les paras belges quittent l'Ascension pour la base de Kamina.
- A Nairobi, entretiens Kenyatta-Diallo Telli-Attwood. M. Thomas Kanza n'est pas présent.
- Nouvel appel de M. Kenyatta en vue d'un cessez-le-feu.
- Retour à Léopoldville de M. J.C. Ebosiri, ministre de l'Economie et de la Justice, après une mission en Europe.

22 novembre

Pouvoir central.

- M. Tshombe annonce l'attaque imminente de Stan encerclée par l'ANC et « lance un ultime message aux insurgés » leur demandant une reddition pure et simple et la mise aux arrêts de leurs leaders.

Provinces.

- Les troupes de l'ANC sont arrivées à Lubutu à 200 km de Stan.
- L'Agence DIA annonce que 300 missionnaires déportés par les insurgés se trouvent actuellement concentrés à Stan.
- Radio Stanleyville diffuse une déclaration de M. Gbenye selon laquelle son gouvernement assure la protection de tous ceux qui habitent la République populaire du Congo. Mais leur sécurité pourrait être remise en cause par un bombardement américano-belge de Stanleyville.

Relations extérieures.

- Moscou : Déclaration de l'Agence Tass sur la situation au Congo, condamnant « les agissements agressifs des interventionnistes étrangers dans ce pays ».
- Arrivée à Nairobi de M. Thomas Kanza, ministre des Affaires étrangères du gouvernement de Stan, en vue de discuter avec MM. Kenyatta, Diallo Telli et Attwood, du sort des otages blancs de Stan.
M. Kanza annonce à M. Kenyatta que tous les étrangers se trouvant à Stan sont jusqu'ici sains et saufs.
- Arrivée des parachutistes belges à la base de Kamina.
- Mgr Kaizer, envoyé spécial de Paul VI, remet un message du pape à M. Tshombe.
- A Brazzaville, M. Martin Beri, premier vice-président de la JMNR, déclare que le gouvernement de Brazza ne peut coexister dans la paix avec le gouvernement de Léo dans les conditions actuelles.

Associations.

- Dans une déclaration à Léopoldville, M. Bo-Boliko, président de l'UTC, apporte son appui aux « efforts des autorités pour remettre de l'ordre dans notre pays ».

23 novembre

Pouvoir central.

- Le gouvernement congolais approuve un investissement de 2,5 milliards de F.C. destiné à financer nonante-six projets répartis dans les différents domaines de l'agriculture, des travaux publics, des télécommunications, du développement rural et communautaire, de construction d'écoles, d'amélioration des aéroports et des services météorologiques.

Provinces.

- La colonne de mercenaires et de l'ANC dirigée par le colonel belge Vandewalle quitte Lubutu pour Stanleyville. Une autre colonne occupe Aketi.
- Nouvelle déclaration de M. Gbenye à radio Stanleyville. Il lance un appel au sénat belge et à M. Kenyatta pour qu'ils commandent à la Belgique et aux Etats-Unis de cesser immédiatement leurs bombardements.

Relations extérieures.

- Brazza : M. C. David Ganao, ministre des Affaires étrangères, annonce aux ambassadeurs de Grande-Bretagne, de Belgique et des Etats-Unis, « l'interdiction du survol du territoire congolais aux avions partant de l'île de l'Ascension pour aller larguer sur Stanleyville les parachutistes belges ».
- Nairobi : M. Kenyatta, président de la Commission « ad hoc » de l'OUA sur le Congo, invite les représentants du gouvernement de Léo et de Stan à une réunion extraordinaire de la Commission qui s'ouvrira jeudi à Nairobi.
- Dans un message au premier ministre Tshombe, M. Kenyatta déclare notamment que « votre refus de retirer les mercenaires de vos forces

et d'ordonner un cessez-le-feu fait que la Commission de l'OUA sur le Congo se trouve dans l'impossibilité de se rendre à Léo ».

- Nairobi : Entretiens Thomas Kanza-William Attwood, respectivement ministre des Affaires étrangères du gouvernement révolutionnaire de Stan et ambassadeur des Etats-Unis au Kenya, sur les problèmes des otages étrangers détenus à Stan.
- A Kamina, les troupes belges reçoivent de Washington l'ordre de départ pour Stan pour la nuit du 23 au 24.
- Dans un communiqué remis à la presse, l'UGEC-Belgique rejette sur les gouvernements belge et américain la responsabilité de la sécurité des ressortissants étrangers à Stan. Elle exige le retrait immédiat des mercenaires, des troupes belges et américaines, et la cessation immédiate de toute aide belge et américaine militaire au Congo.

Afrique.

- A Niamey, ouverture de la troisième conférence du fleuve Niger, groupant neuf Etats : Niger, Nigéria, Mali, Guinée, Haute-Volta, Cameroun, Dahomey, Côte-d'Ivoire, Tchad.

24 novembre

Pouvoir central.

- Dans un communiqué radiodiffusé, M. Tshombe annonce la reprise de Stan et précise que son « gouvernement avait autorisé le gouvernement belge à entreprendre une action humanitaire destinée à évacuer les civils détenus par les rebelles et qu'il avait accepté que le gouvernement des Etats-Unis fournisse les moyens de transport nécessaires ».
- Des avions américains font la navette entre Stanleyville et Léopoldville ramenant les Européens de Stanleyville.

Provinces.

- Aidée de para-commandos belges, la cinquième brigade de l'ANC (composée de mercenaires et de soldats congolais encadrés par des officiers belges) fait son entrée à Stanleyville.

Relations extérieures.

- Nairobi : M. Thomas Kanza, ministre des Affaires étrangères du gouvernement insurrectionnel de Stan, envoie des télégrammes à MM. Thant, Diallo Telli, Nasser et Tito leur demandant d'user de leur influence pour obtenir d'urgence la réunion du Conseil de Sécurité afin d'examiner la situation créée à Stan.
- Bruxelles : M. P.-H. Spaak annonce la reprise de Stan à la radio : « sitôt terminée l'opération de sauvetage des otages, les parachutistes belges quitteront Stanleyville ».

Le Parlement belge approuve l'opération.

- M. Tshombe déclare à la presse qu'il se rendra à Stan demain. A propos du contentieux belgo-congolais, il déclare : « Nous irons chercher notre argent. Les 45 milliards de F.B. doivent venir au Congo avant la fin de l'année » en vue de créer une banque d'investissements.

- Condamnation de l'intervention américano-belge par le plupart des pays africains.
- Déclaration du CNL enlevant toute garantie de sécurité aux citoyens belges et américains au Congo. Le CNL lance un appel au soutien des pays frères et amis.
- M. Thant reçoit successivement MM. Loridan et Stevenson et le chargé d'affaires du Congo.

25 novembre

Provinces.

- M. Munongo, ministre de l'Intérieur du gouvernement central, accompagné de M. Nendaka, administrateur de la Sûreté, quittent Léo à destination de Stanleyville.
- Arrivée à Stan du général Mobutu qui y reste pendant deux heures avant de rentrer à Léopoldville.
- Une équipe de l'OMS composée de deux chirurgiens, trois médecins et un officier de Santé arrive à Stan.
- Prise de Buta par l'ANC.
- Les combats se poursuivent à Stan entre les insurgés et l'ANC qui tente de reprendre la rive gauche du fleuve.
- M. Aradjabu, gouverneur de la province du Haut-Congo, accusé d'avoir appuyé la rébellion, est arrêté ainsi que d'autres personnes.
- L'ambassade de France à Léo fait envoyer un avion militaire français à Stan afin d'évacuer les ressortissants français pouvant encore se trouver dans cette ville.

Relations extérieures.

- A la suite de l'intervention armée américano-belge, diverses réactions ont été enregistrées dans le monde.
- Dans un communiqué, le ministère belge des Affaires étrangères invite les responsables de l'UGEC-Bruxelles à quitter la Belgique pour avoir pris position contre l'attitude des gouvernements belge et américain au Congo.
- ONU : Le délégué du Soudan Adeel demande la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité pour examiner la situation au Congo.
- Les premiers rescapés de Stanleyville regagnent la Belgique où ils sont accueillis par le prince Albert.
- Moscou : Le gouvernement soviétique adresse une note de protestation aux gouvernements américain, belge et britannique à la suite de l'intervention des parachutistes belges à Stan et demande que toutes les forces belges et américaines soient immédiatement retirées du Congo.
- Alger : Le président Ben Bella proteste au cours d'un meeting populaire contre « l'agression belgo-américaine à Stanleyville » et affirme que « la vie de M. Antoine Gizenga, leader du Palu et ancien chef du gouvernement de Stan, est menacée ».
- Un porte-parole de l'OUA déclare que « l'agression belgo-américaine contre le Congo est une attaque directe contre tous les peuples de l'Afrique et une menace contre la réalisation de leur unité ».

- Irak : Un porte-parole officiel du gouvernement irakien déclare que « le gouvernement irakien condamne de la façon la plus formelle l'intervention des forces armées belges au Congo ».
- Kenya : M. Jomo Kenyatta déclare que l'opération de Stan l'a révolté et que le processus de réconciliation au Congo s'en est trouvé non seulement interrompu, mais ramené en arrière.
- Sofia : Manifestations d'étudiants bulgares devant les ambassades de Belgique et des Etats-Unis à la suite de l'opération de Stan.
- La Syrie considère l'opération belgo-américaine à Stan, comme « un acte flagrant de piraterie » et demande des mesures de rétorsion.
- R.A.U. : « Invasion colonialiste au cœur de l'Afrique ». « Il faut que l'OUA et l'ONU, par une action commune, mettent un terme à cette agression et empêchent ses auteurs de parvenir à leur but ».
- Ghana : « Cette action est une insulte révoltante à l'OUA. Il est rare que quelque chose se passe dans le monde et que les Etats-Unis ne soient découverts le doigt sur la gachette ».
- Zambie : Le gouvernement « croit que les différends et les conflits africains peuvent mieux être traités par l'OUA et les Nations Unies et formule de grandes réserves vis-à-vis de l'intervention, qu'elle soit militaire ou politique, à laquelle les gouvernements extérieurs à l'Afrique se sont livrés récemment au Congo » (déclaration gouvernementale).
- Ethiopie : « Les atterrissages belges doivent être condamnés comme honteux et laids. L'action belge est clairement une manifestation néo-colonialiste en Afrique » (déclaration officielle).
- Inde : Un porte-parole du gouvernement déclare : « Le gouvernement indien a appris avec surprise et inquiétude la nouvelle de l'opération de Stan. Il est regrettable que d'autres moyens que les services de l'OUA aient été employés ».
- Tunis : « Réprouve l'intervention des forces étrangères à Stan » et « entend s'associer à toutes actions concertées tant sur le plan africain qu'international pour mettre rapidement fin à l'intervention étrangère au Congo, et pour arrêter toute mesure de nature à assainir la situation dans cette région d'Afrique afin d'y rétablir, la paix et la stabilité ».
- Dahomey : « Opération humanitaire ou non, il y a eu agression et cela nous le dénonçons vigoureusement. Nous déplorons toutes les victimes blanches ou noires d'autant plus que leur sacrifice a servi les sordides intérêts de l'impérialisme ».
- Guinée : « L'attaque d'hier est une violation flagrante de la souveraineté d'un peuple africain en tant que tentative d'étouffer tout sentiment nationaliste ».
- Togo : « Il ne fait aucun doute que les chefs d'Etat africains condamnent l'intervention militaire étrangère au Congo, mais si une telle intervention est faite sur la demande du gouvernement légitime, nous n'avons pas à nous ingérer dans les affaires intérieures de cet Etat ».
- Madagascar : Le président Tsiranana déclare à Paris : « Devant le risque que couraient des milliers d'otages d'être massacrés, j'approuve l'intervention des parachutistes belges à Stan : c'est humain. Mais

- leur mission achevée, il faut qu'ensuite ils partent, laissant les Congolais régler seuls leurs problèmes ».
- A New York, réunion du groupe des pays africains.
 - A Paris, le gouvernement français affirme qu'il ne porte aucun jugement sur ce qui se passe au Congo, restant ainsi fidèle à son principe de non-intervention.
 - Le comité de libération de neuf pays de l'OUA adopte une résolution affirmant que l'agression belge est une attaque directe contre les peuples africains et une menace à leur unité. Il rappelle la résolution du conseil des ministres de l'OUA demandant le retrait immédiat du Congo des mercenaires et des techniciens militaires.
 - Message du président Ben Bella à tous les chefs d'Etat africains leur demandant d'envisager toute mesure propre à sauvegarder l'indépendance du Congo et faire échec à toute agression impérialiste contre un pays africain.
 - A La Havane, une déclaration du président Dorticos et du premier ministre Fidel Castro rappelle que « ceux qui ont instigué l'attaque contre Stan sous un prétexte humanitaire et entraîné ce pays dans le chaos et la guerre civile, sont ceux-là mêmes qui avaient organisé l'assassinat de Patrice Lumumba ».
 - Le gouvernement de la Somalie condamne l'agression du gouvernement belge contre le peuple congolais, « menace directe pour les différents pays du continent africain ».
 - Le ministre des Affaires étrangères du Soudan condamne le parachutage belge à Stan. Il a adressé un message à M. Diallo Telli lui demandant de prendre des mesures pour que les pays africains resserrent leurs rangs contre cette agression.
 - M. Thomas Kanza annonce à Nairobi que « le combat sanglant et sans merci du peuple congolais se poursuivra jusqu'à ce que l'Europe et l'Amérique soient convaincus que cette lutte est une véritable révolution populaire ayant pour but une indépendance véritable (...). Les Etats-Unis et la Belgique ont misé sur le mauvais cheval, mais ils changeront vite d'opinion devant la détermination du peuple africain et congolais de poursuivre la lutte ».
 - A Bujumbura, M. N. Nyamoya, premier ministre du Burundi, déclare à l'ambassadeur belge que son gouvernement condamne l'intervention militaire belgo-américaine qui a lieu juste au moment où l'OUA cherchait une solution africaine au problème congolais.

Afrique.

- Congo-Brazza : On apprend que M. Binjaoula, président de la CATA, est arrêté.
- Ouverture à Dakar de la quatrième conférence annuelle de l'UNICEF.
- Le comité de coordination pour la libération de l'Afrique réuni en session extraordinaire du 24 au 25 novembre à Dar-es-Salaam « décide, en vue de renforcer la lutte de libération en Angola, d'apporter entre-temps, outre l'assistance accordée au GRAE, une aide technique et matérielle au front de la lutte ouverte par le MPLA dans l'enclave de Cabinda en Angola ».

26 novembre

Provinces.

- Opération belgo-américaine sur Paulis. Vive résistance des insurgés.
- De violents combats se poursuivent à Stanleyville. Les mercenaires tentent en vain de prendre la rive gauche.
- Punia est repris par les insurgés.
- A E'ville, arrestations par la Sûreté de dirigeants du Nord-Katanga.

Relations extérieures.

- ONU : Dans une lettre adressée à M. Stevenson, président en exercice du Conseil de Sécurité, la délégation soviétique condamne l'envoi de parachutistes belges et affirme que « cet acte d'agression constitue un défi aux Etats africains qui, par le truchement de l'OUA, ont demandé la cessation de l'intervention étrangère dans les affaires intérieures du Congo ».
- De violentes manifestations ont lieu à Khartoum devant les ambassades américaine et belge pour protester contre les opérations militaires de ces pays à Stan et à Paulis.
- Le président Nyerere désavoue l'opération belgo-américaine.
- M. Tshombe déclare que son gouvernement s'oppose à toute demande de réunion du Conseil de Sécurité sur le Congo.
- Au Caire, deux bâtiments de l'ambassade américaine sont détruits par des manifestants à la suite de l'opération militaire américano-belge à Stan.
- Une déclaration officielle du gouvernement de Pékin publiée par l'Agence « Chine Nouvelle » proteste contre l'action des parachutistes belges à Stan et demande « aux peuples de l'Afrique et du monde entier de prendre toutes les mesures possibles pour mettre un terme à l'agression armée des impérialistes américains et belges au Congo ».
- Washington : Un communiqué publié par le Département d'Etat confirme la fin de l'intervention des parachutistes belges à Stan et leur repli sur l'aéroport.
- Kenya : Des milliers de personnes manifestent devant les ambassades de Belgique et des Etats-Unis à Nairobi à la suite de l'intervention militaire de ces pays au Congo.
- M. Gadachar, conseiller supérieur du Comité consultatif international des radiocommunications de l'UIT à Genève, arrive en visite à Léopoldville.

27 novembre

Pouvoir central.

- Le gouvernement central approuve un budget de 180 millions de F.C. « destiné à financer le programme de secours d'urgence et de réhabilitation pour Stanleyville et les autres régions de la République reprises par l'ANC ».
- Fixation du calendrier des élections communales dans la ville de Léopoldville.

Provinces.

- La rive gauche de Stan est atteinte par l'ANC. Vingt-huit cadavres d'Européens y ont été découverts. De drus combats se poursuivent

dans la ville où seul l'aérodrome est entièrement contrôlé par les forces du gouvernement de Léo.

- M. Théo Lefèvre déclare à Bruxelles que l'opération de sauvetage doit se terminer dans les prochaines heures « afin qu'en aucun cas nous ne puissions être suspectés d'avoir voulu aller plus loin que le but fixé ».
- Arrivée à Bruxelles de M. Cyrille Adoula, venant de Milan.
- Les parachutistes belges quittent Paulis pour Kamina. La ville retombe aux mains des forces lumumbistes.

Relations extérieures.

- Un communiqué diffusé par le gouvernement Tshombe en réponse aux critiques des gouvernements africains attire l'attention du gouvernement algérien sur la « gravité qu'il y a de s'immiscer outrageusement dans les affaires qui relèvent strictement du gouvernement congolais ».
- Dans un télégramme aux trente-cinq chefs d'Etat de pays africains, l'empereur Haïlé Sélassié d'Ethiopie demande une réunion extraordinaire au sommet de l'OUA afin d'examiner le problème congolais.
- M. Tshombe accuse, dans un communiqué, la RAU et la Chine Populaire « de vouloir faire main-basse sur le Congo » et proteste contre la convocation d'une réunion de la Commission « ad hoc » de l'OUA dont il considère « comme nulle et non avenue toute décision qui sera prise à l'issue de cette réunion ».
- Nairobi : Ouverture de la session de la Commission ad hoc de l'OUA sur le Congo.
- A Bamako, l'Union Soudanaise, en présence du président Modibo Keita, adopte une résolution condamnant l'intervention à Stan des troupes belges et des mercenaires appuyés par l'aviation militaire américaine depuis une base britannique. La conférence du parti salue la juste lutte de l'héroïque peuple congolais et exprime son appui total et sa solidarité entière aux nationalistes héritiers de la pensée de Patrice Lumumba.

Afrique.

- Tchad : La Cour criminelle spéciale du Tchad est dissoute par le gouvernement.

28 novembre

Pouvoir central.

- Ordonnance du chef de l'Etat autorisant le ministre de l'Intérieur à prononcer la dissolution de tout groupement, association ou parti politique dont l'action est en contradiction avec « le respect des principes de la souveraineté nationale, de la démocratie et des lois de la République ».
- Ordonnance n° 102 fixant les infractions qui sont de la compétence des juridictions militaires.
- A Léo, une réunion groupant soixante chefs d'entreprise de la FEC, de la Chambre de Commerce de Léo et de l'AEPO, aboutit à des vues assez pessimistes sur la relance des activités économiques dans les

régions récemment abandonnées par les insurgés ou encore occupées par eux. La plupart des entreprises en sont à négocier avec le gouvernement Tshombe des « conventions d'autodéfense » qui leur permettraient d'armer leur personnel et éventuellement d'engager ou de payer des militaires pour la défense des installations et la sauvegarde de leurs agents.

Provinces.

- Les forces de l'ANC dirigées par le lieutenant-colonel Benezetti Kabingwa occupent Mambassa et Komanda au Nord-Kivu.
- M. Tshombe annonce, dans un message à la population de Stan, que « tous ceux qui ont des armes et des munitions dans leurs maisons doivent les déposer devant leurs portes dans la rue. Les perquisitions commenceront demain matin (...). Si des armes sont trouvées chez vous ou si des armes se trouvent sur vous, vous êtes passibles des plus graves sanctions ».

Relations extérieures.

- M. Spaak déclare à la presse que tous les paras seront à Kamina ce soir.
Leur retour en Europe n'est qu'une question d'heures.
- Lagos : M. Jaja Wachuku, ministre des Affaires étrangères nigérien, commentant l'intervention des paras belges au Congo déclare « qu'il n'y a rien de répréhensible dans l'assistance accordée au « gouvernement légitime et légalement constitué du Congo, par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne et la Belgique ».
- La Commission de l'OUA sur le Congo, après avoir condamné l'intervention militaire étrangère au Congo, recommande au secrétaire général de l'OUA de convoquer le 18 décembre 1964 à Addis-Abéba une session extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement des pays d'Afrique.
- Moscou : Les ambassades du Congo, de Belgique et des Etats-Unis à Moscou sont saccagées par des manifestants, étudiants africains de l'« Université Patrice Lumumba ».
- A Rome et à Belgrade, manifestations hostiles à l'intervention au Congo.
- A Fort-Lamy : M. J. Baroum, ministre des Affaires étrangères, déclare que « l'intervention hâtive des para-commandos belges à Stan sous le prétexte de sauver des vies humaines est inqualifiable. Le Tchad s'associe aux protestations indignées que l'Afrique libre et éprise de paix, élève énergiquement ».
- Déclaration du président Mao Tsé-toung à Pékin.
- A Léo, M. Moïse Tshombe et M. Kosciuzko-Morizet signent un accord de coopération en matière de radiodiffusion et de télévision.

Afrique.

- Khartoum : Le gouvernement du Soudan octroie le droit de vote aux femmes.
- Tanger : Fin des travaux de la conférence des ministres de l'Economie du Maghreb (Maroc, Tunisie, Algérie et Libye).
- Brazzaville : Expulsion de six Français dont deux missionnaires pour « activités subversives ».

29 novembre

Pouvoir central.

- Un décret-loi signé par le chef de l'Etat dissout le Comité Spécial du Katanga : « CSK » et dénonce les conventions conclues entre l'Etat colonial belge et les compagnies minières et foncières belges au Congo. Le décret ne sera rendu public que le 4 décembre prochain.

Provinces.

- Un avion DC-4 est abattu par les insurgés à Stanleyville. Plusieurs militaires belges sont tués.

Relations extérieures.

- Dans un télégramme adressé à l'empereur Haïlé Sélassié, le président Kasa-Vubu « marque son étonnement » au sujet des démarches faites pour la convocation d'une réunion au sommet de l'OUA sur le Congo et indique que la « décision de faire appel à des forces de secours n'aurait pour but que d'éviter les massacres de toute sorte ».
- Bruxelles : M. Bessair, ambassadeur d'Algérie en Belgique, publie un communiqué déclarant qu'il a exprimé à M. Spaak, ministre belge des Affaires étrangères, l'« indignation de son gouvernement à la suite de l'agression commise à Stanleyville ».
- Les parachutistes belges ayant participé aux opérations de Stanleyville regagnent la base britannique de l'île de l'Ascension.
- Pékin : Plus de sept cent mille personnes assistent à la manifestation organisée pour protester contre « l'agression de l'impérialisme belgo-américain au Congo ». Le président Mao Tsé-toung déclare notamment : « L'agression armée perpétrée par les impérialistes américains au Congo est une chose très grave (...). Le peuple chinois tout entier est aux côtés du peuple congolais dans sa juste lutte (...); les impérialistes américains et les réactionnaires de tous les pays sont des tigres de papier ».
- New York : Six leaders noirs américains adressent une lettre au président Johnson réclamant « une modification de la politique africaine des Etats-Unis et expriment leur inquiétude à propos de la situation au Congo ».
- Départ de M. Tshombe pour la France.
- Un porte-parole officiel de Khartoum et le commissaire pour la province équatoriale du Soudan ont démenti une information selon laquelle quatre dirigeants insurgés congolais seraient arrivés au Soudan. Ils ont confirmé l'arrivée à la frontière de 200 civils et huit insurgés blessés dont deux officiers.

30 novembre

Provinces.

- L'ANC a occupé les centres de Dingila, Bambili et Bambesa et cent-cinquante Européens sont libérés.
- Stanleyville : L'aéroport est à nouveau fermé en raison des combats qui s'y déroulent.

Relations extérieures.

- La Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France affirme dans un communiqué que « l'agression impérialiste au Congo montre une fois de plus que la conquête d'une indépendance véritable passe par la mobilisation générale des peuples africains ».
- Dans un télégramme à l'empereur Haïlé Sélassié, le président M. L.S. Senghor du Sénégal estime « inopportune » une réunion au sommet de l'OUA sur le Congo et propose à la place une conférence des ministres des Affaires étrangères de l'OUA qui serait chargée « de trouver une solution aux problèmes congolais sur la base de la légalité du gouvernement actuel du Congo ».
- Arrivée à Paris du premier ministre Tshombe qui s'entretient avec le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères et le ministre de la Coopération. Un millier de personnes manifestent à la place du Trocadero contre la présence de M. Tshombe dans la capitale française.
- Le Caire : L'Assemblée nationale égyptienne « condamne l'agression au Congo comme un des plus graves crimes de l'impérialisme américano-belge » et demande au gouvernement de la RAU de venir en aide aux forces révolutionnaires du Congo.

Afrique.

- Addis-Abéba : Inauguration de la IIe conférence de l'OIT.
- Selon un communiqué de l'Armée de Libération Nationale Angolaise (ALNA) : « un camp des colonialistes portugais a été attaqué et une centaine de soldats ont été fait prisonniers et une grande quantité d'armes saisies ».
- M. Souroumigan Apithy, président de la République du Dahomey, rentre à Cotonou après une visite officielle au Ghana. Un communiqué conjoint publié à l'issue de cette visite indique que les chefs d'Etat ghanéen et dahoméen « s'élèvent vigoureusement contre l'agression perpétrée récemment contre le Congo-Léo par des puissances étrangères ».

1^{er} décembre

Pouvoir central.

- Un communiqué publié à Léo annonce que personne ne pourra plus se rendre dans les régions « récemment libérées » sans y avoir préalablement été autorisé par le ministre de l'Intérieur. Cette mesure est prise afin d'empêcher des éléments de Léo d'entrer en contact avec certains dirigeants de la rébellion de Stan et Paulis.
- L'Agence Afrique Nouvelle annonce que les missions diplomatiques congolaises auraient reçu des autorités de Léo l'ordre de considérer le passeport diplomatique de M. Adoula comme nul.

Provinces.

- Bunia est occupé par l'ANC où résident cent septante-cinq Blancs.

Relations extérieures.

- Paris : Le premier ministre Tshombe est reçu par le général de Gaulle.
- A Paris, rencontre Tshombe-Struye, président du Sénat belge.